L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. | NOUVELLE-ORLEANS, MERCREDI MATIN, 3 MAI 1871. | 44me Année—Vol. XLIV.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.

MERCREDI MATIN, 3 MAI.

VENTES A FORCER DE CE JOUR.
Pour les détails, voir aux annonces.

Par S. Guinault, à il heures, sur le Chemin de Gentilly—Chevaux, charrettes, bois, etc.

Par H. E. Murphy, rue des Magasins—Peintures, charrettes, cavalerie, bandes en caoutchouc, rideaux verts, etc.

Par J. Palfrey, à la Bourse, rue Charles—Actions compagnies d'assurances.

Par Eug. Tessier, en magasin de Jules Tardes—Whisky, gin, genièvre, whisky, etc.

Par C. Leanmont, au No 6 de la rue de Chartres—Ornements, articles de toilette, chapeaux, etc.

Par Hoffman, Marks & Co, à leur salle d'encan, No 6 de la rue de Chartres—Marchandises sèches et nouveautés.

1er Faites imprimer les Factures, Cartes, etc., au "Pelican Printing Office", coin de Camp et Poydras.

1er CANDIS PURS et sans MELANGE.—Confiserie fine en tous genres chez J. VILLARCHIA & Co., Successeurs d'Ernest Turpin, 93 rue Vieille-Levée.

THEATRES.

AUJOURD'HUI, MERCREDI.

ACADEMIE DE MUSIQUE.—La Mission de Mephisto.

LE MOTEUR AMMONIACAL.—Une excursion a eu lieu hier, sur le chemin de la rue du Canal avec une voiture mise en mouvement par le moteur ammoniacal, et ce nouvel essai, effectué en présence d'un grand nombre de personnes et de représentants de la presse, a été couronné d'un plein succès. Vers trois heures, le docteur Emile Lamm, inventeur du moteur, a mis la voiture en mouvement et le voyage, de la statue de Clay à la station située à deux milles, s'est opéré très rapidement. La vitesse a été d'environ cinq milles à l'heure. La voiture marchait en avant et en arrière avec une grande facilité. L'opinion des personnes qui ont fait cette excursion était que le docteur Lamm avait pratiquement démontré la possibilité de remplacer le mode de traction actuel par les moteurs, qui coute six à sept dollars par jour pour chaque voiture par son système qui offrira une économie de moitié.

UN BOUQUET DE COCONS.—Nous avons reçu de M. E. Gourrier, de St. Gabriel, Louisiane, un magnifique bouquet de cocons de vers à soie, qui nous prouve que le climat et le sol de cette localité sont très favorables à l'éducation du ver à soie et possèdent en abondance les éléments nécessaires à cette industrie. Le bouquet contient une centaine de cocons au moins, ces cocons sont très beaux et doivent contenir beaucoup de soie. M. Gourrier est le pionier d'une industrie qui pourrait fournir à la Louisiane une nouvelle source de richesses, et nous voudrions la voir encourager dans ses efforts comme il mérite de l'être.

STEAMERS DE LA LIGNE MORGAN.—AVIS AUX EXPÉDITEURS.—Les expéditeurs sont prévenus qu'à partir de cette date (3 mai), toutes les marchandises expédiées à la Mobile, par les steamers de la ligne Morgan, seront assurées sans aucun frais d'assurance était assumée par Chas. Morgan). Londres pour cela s'adresser simplement au bureau des agents, MM. Chas. Whitney & Co.

POUR LE TEXAS.—Les voyageurs qui désirent se rendre au Texas par la voie du golfe, peuvent s'embarquer à bord du *Morgan*, qui partira aujourd'hui, à 5 heures du soir. Prix de chambre, $10 ; prix de entrepont, $5. Avec cette réduction de prix, le *Morgan* est sûr de ne pas manquer de voyageurs. S'adresser à C. A. Whitney & Co., Agents.

STEAMER CAMELIA.—Cet excellent steamer part régulièrement pour Mandeville, Hillsburg et Madisonville, le dimanche à l'arrivée du train de 7 h. et le mercredi à l'arrivée du train de 8 h. du matin, revient le même soir, à temps pour le train de 5 h. Le prix de l'excursion, aller et retour est d'une piastre seulement.

Les autres jours de la semaine, il fait un service régulier jusqu'à débarcadère de Carrollton. Pour les heures de départ, voir l'annonce.

L'agent du *Camelia* est M. Cohen M. 13 et 30 rue Union.

COMPAGNIE DU MOTEUR PNEUMATIQUE. Un avis du secrétaire convoque les actionnaires pour le 18 mai pour délibérer sur des amendements proposés à la charte. Voir aux annonces.

COMPAGNIE DU PROPULSEUR PNEUMATIQUE.—On trouvera, dans nos colonnes aujourd'hui la liste des directeurs choisis pour composer le conseil de cette Compagnie, qui tiendra premier lundi de novembre 1871. Une réunion des directeurs, tenue le lendemain M. A. W. Merriam a été nommé président et M. P. R. Byrnes secrétaire.

Les Complices des Insurgés.

Quelques-uns des anciens maires et députés de Paris qui ont une grande part de responsabilité dans les événements de la Commune, parce qu'ils ont tout fait pour endormir le gouvernement dans une sécurité complaisante, viennent de publier une adresse très peu patriotique. Ces messieurs avaient soigneusement de se compromettre par une adhésion à la Commune, et ils se trouvent une rentrée un scène dans le cas d'être triomphalement. C'est ce qu'on appelle nager entre deux eaux. Voici cette adresse :

La guerre civile n'a pu être évitée.

L'obstination de l'Assemblée de Versailles, reconnaissant les droits légaux de Paris a amené fatalement l'effusion du sang.

Il faut maintenant aviser à ce que la lutte qui jette la consternation dans le cœur de tous les citoyens, n'ait point pour résultat la perte de la République et de nos libertés.

A cet effet, il s'agit qu'un programme nettement déterminé, ralliant dans une pensée commune l'énorme majorité des républicains de Paris, mette fin à la confusion des esprits, à la divergence des efforts.

Le moyen nous paraît, réunis sous la dénomination de *Fédération républicaine pour les droits de Paris*, ont adopté le programme suivant, qui leur paraît exprimer les vœux de la population parisienne :

Reconnaissance de la République ;

Reconnaissance du droit de Paris à se gouverner, à régler par un conseil librement élu et souverain dans la limite de ses attributions, sa police, ses finances, son assistance publique, son enseignement ; l'exercice de la liberté de conscience ;

La garde de Paris exclusivement confiée à la garde nationale, composée de tous les électeurs valides ;

C'est à la défense de ce programme que les membres de l'Union veulent consacrer tous leurs efforts, et ils engagent tous les citoyens à les aider dans cette tâche en faisant connaître leur adhésion, afin que les membres de l'Union républicaine, forts de cette adhésion, puissent exercer une pression active médiatrice, capable d'assurer le rétablissement de la paix et de l'affermissement de la République.

Paris, 5 avril 1871.

Bonvalet, ancien maire du troisième arrondissement ;

J. A. Lafont, ancien adjoint du dix-huitième arrondissement ;

Maurice Lachaise ;

G. Lechevalier, avocat, préfet démissionnaire ;

A. Corneux ;

Ominet, docteur-médecin ;

Corbon, ancien maire du quinzième arrondissement ;

Patros, négociant ;

Hippolyte Stupuy ;

Laurent Pichat, publiciste ;

Maillard, chef du cosmoleux de la compagnie de l'Union ;

Blondel, négociant ;

Desonbaz, publiciste ;

Dubois, docteur-médecin ;

A. Murat, ancien adjoint du dixième arrondissement ;

Le maire des achats ;

G. Lambert, publiciste ;

G. Manet ;

J. Médal, ancien maire du onzième arrondissement ;

L. Gillet, fabricant d'articles d'éclairage ;

Loiseau-Pinson, ancien adjoint du deuxième arrondissement ;

E. Breslay, ancien adjoint du deuxième arrondissement ;

E. Villeneuve, docteur-médecin, ancien adjoint du dix-huitième arrondissement ;

G. Clémenceau, représentant du peuple, démissionnaire ;

Edouard Lockroy, représentant du peuple, démissionnaire ;

Charles Floquet, représentant du peuple, démissionnaire.

$25.—C'est le prix actuel de la célèbre machine à coudre de Wheeler & Wilson. Elle est la plus légère, la plus facile et la plus rapide qui ait jamais été inventée. Salle d'exposition au 120 de la rue du Canal.

1er Le général R. E. Lee, écrivant à la date du 19 janvier 1869, dit : "Son simple mécanisme et l'expérience que mes filles ont acquise en s'en servant, font de la MACHINE A COUDRE de Wilson & Gibbs un instrument favori dans ma famille."

A vendre par M. S. Hedrick, rue du Canal, 116 & 120, à la Nlle-Orléans. 3m

FRANCE.

Voici une circulaire importante de M. Thiers :

"Versailles, 12 avril, 5 h. 30 du soir.

Chef du pouvoir exécutif à sous-préfet du Hâvre :

"Ne vous laissez pas inquiéter par de faux bruits ; l'ordre le plus parfait règne en France. Paris seul excepté. Le gouvernement suit son plan, et il s'agira que lorsqu'il jugera le moment venu. Jusque-là, les événements de nos avant-postes sont insignifiants. Les récits de la Commune sont aussi faux que ses principes ; les écrivains de l'insurrection prétendent qu'elle ont remporté une victoire du côté de Châtillon. Opposez un démenti formel à ces mensonges ridicules ; ordre est donné aux avant-postes de ne dépenser inutilement ni la poudre ni le sang de nos soldats.

"Cette nuit, vers Clamart, les insurgés ont canonné, fusillé, dans le vide, sans que nos soldats, devant lesquels ils fuient à toutes jambes, aient daigné ripester.

"Notre armée, tranquille et confiante, attend le moment décisif avec une parfaite assurance, et si le gouvernement la fait entendre, c'est pour rendre la victoire moins sanglante et plus certaine.

"L'insurrection donne plusieurs signes de fatigue et d'épuisement.

"Bien des internationaires sont venus à Versailles pour porter des paroles, non pas au nom de la Commune (méchant qu'à ce titre ils n'auraient pas été reçus), mais au nom des Républicains sincères qui demandent le maintien de la République, et qui voudraient voir appliquer des traitements modérés aux insurgés vaincus. La réponse a été invariable : "Personne ne menace la République, si ce n'est l'insurrection elle-même."

"Le chef du pouvoir exécutif persévera lovalement dans les déclarations qu'il a faites à plusieurs reprises.

"Quant aux insurgés, les assassins exécrables, ceux qui déposeraient les armes sauront la vie sauve.

"Les ouvriers malheureux conserveront, pendant quelques semaines, le subside qui les faisait vivre.

"Paris jouira, comme Lyon, comme Marseille, d'une représentation municipale élue, et, comme ces autres villes de France, fera les affaires de la cité. Mais, pour les villes comme pour les citoyens, il n'y aura qu'une loi, une seule, et il n'y aura de privilége pour personne : toute tentative de sécession, essayée par une partie quelconque du territoire sera énergiquement réprimée ; mais, encore une fois, qu'elle l'a été en Amérique.

"Telle a été la réponse sans cesse répétée, non pas aux représentants de la Commune, que le gouvernement ne saurait admettre auprès de lui ; mais à tous les hommes de bonne foi qui sont venus à Versailles pour s'informer des intentions du gouvernement.

A. THIERS."

LES ACHATS D'ARMES A NEW-YORK.

Nous lisons ce qui suit dans le *Messager France-Américain* :

Nous apprenons que le gouvernement de la république française a chargé une commission d'ouvrir une enquête sur les achats d'armes qui ont été faits aux Etats-Unis pendant l'invasion prussienne.

Cette mesure était devenue indispensable en présence des bruits qui couraient depuis plusieurs mois sur les rues de New-York. Il importe que l'on sache enfin la vérité sur les circonstances qui ont entouré les achats d'armes.

Sans entrer dans des détails dont l'exactitude n'est pas établie, nous dirons que le public désire savoir : et c'est vrai :

1.—Que 800,000 fusils Springfield, achetés au gouvernement des Etats-Unis, à raison de $12.05 pièce, et 300,000 autres fusils achetés à raison de $9.30 pièce, ont été payés par le gouvernement français $12.30 de manière à laisser aux fournisseurs un bénéfice de $600,000 ?

2. Que trente-cinq batteries d'artillerie, achetées au gouvernement des Etats-Unis à raison de $6,000, ont été vendues à la France à raison de $16,000 par batterie, ce qui permettait aux fournisseurs d'empocher un bénéfice de $245,000 ?

3.—Que 40,000 tonnes de bœuf salé qui valaient $14 par baril sur le marché de New-York ont été vendus $32 50 par baril aux gouvernement français, en laissant aux fournisseurs un bénéfice de $840,000 ?

Il est aussi question des différences de prix sur les fusils Remington et sur une foule d'autres articles achetés pour le compte du gouvernement français.

Le Courrier des Etats-Unis reproduit un article du *Sun* qui donne des détails très circonstanciés sur ces transactions frauduleuses et qui les impute à M. Victor Place, l'ancien consul-général, qu'il accuse de complicité avec un nommé Chauviteau. Dans son numéro du 27 mars, le *Courrier* publie la réponse suivante de M. Place.

New-York, le 26 avril 1871.

MM. Ch. Lesalle & Cie. — Je lis ce matin, dans le *Courrier des Etats-Unis*, sur la reproduction ou plutôt la traduction d'un article, publié hier par une feuille qui passe, je saurais trop, pour exercer ici le monopole du scandale. Ne devant consacrer de mes actes officiels qu'à mon gouvernement, j'aurais pu laisser cet article sans réponse, mais il renferme tant de faits matériellement contraires à la vérité qu'il m'est impossible de ne pas en réfuter quelques-uns.

Tout d'abord je puis mesurer le *Sun* sur le sort de la commission consulaire ; la question encore en suspens, mais les fonds qui s'y rattachent sont à l'entière discrétion du gouvernement français et il n'y aura jamais de comptes à me rendre.

En ce qui concerne les fournitures d'armes et de munitions, mon action a été tellement limitée qu'il m'est été bien difficile de l'étendre. Les seules affaires dont il est parlé, car les contrats d'achats ont été conclus directement à Tours entre le gouvernement français et les entrepreneurs américains, et je n'ai eu qu'à en surveiller l'exécution, c'est-à-dire à presser les embarquements aux époques stipulées et non les qualités des armes embarquées et à payer sur connaissements. Bien des propositions d'achats m'ont été faites par des maisons françaises et américaines qui m'invitaient pour croire aux limites étroites de mon mandat, et c'est là ce qui explique en grande partie la vivacité des attaques dont je suis l'objet.

Je ne suis pas en conséquence responsable des prix auxquels 60,000 hommes ont acheté pas 300,000 mais 320,000 fusils Springfield et, si l'on veut savoir comment il se fait qu'après avoir acheté 50,000 autres à $5 j'ai payé ensuite $9 30 à $12 30, c'est à la commission et à la maison Remington qu'il faut s'adresser.

C'est le ministre de la guerre en France qui l'a fait consulter pour avoir des renseignements sur les droits légaux que la ville de Paris a aimité fatalement l'effusion du sang.

Enfin l'affaire du bœuf salé, où tout s'est passé de la façon la plus correcte, a été, il est vrai, commencée par moi, mais elle a été menée à terme par la légation de France à Washington, et je n'ai eu à disposer d'aucune somme à cette occasion.

Quant à mon extradition je me charge de l'effectuer moi-même. Personne n'éprouvera les affres et malheurs de famille qui m'ont frappé et qui me rendent le séjour de cette ville désormais impossible. J'attends que les deux enfants qui me restent soient transportables pour passer immédiatement en France et y presser la continuation d'une enquête que j'ai provoquée et dans les opérations faites par les Etats-Unis pour le compte du gouvernement.

Veto.

Victor Place tombien ma réponse est modérée, malgré les termes violents d'une attaque où perçoit à chaque ligne l'envie et la haine, à tel point que son auteur me semble par son excès même, avoir dépassé le but qu'il se proposait. Il serait à désirer que cet auteur, j'entends le *véritable* auteur, eût le courage de se faire connaître.

Je compte assez sur la loyauté de la presse américaine pour espérer que tous les journaux qui auront reproduit l'article du *Sun*, reproduiront également ma réponse.

Agréez, etc.

Le consul-général de France à New-York,
VICTOR PLACE.

Une dépêche spéciale de Washington au *Post* donne les explications additionnelles qui suivent :

Washington, 26 avril.

Les prétendues fraudes imputées à M. Victor Place, consul général français à New-York, ont causé ici beaucoup de surprise et sont le sujet de toutes les conversations. Pour savoir ce qu'il y a de vrai dans ces allégations, notre correspondant s'est rendu à la légation française, et a reçu de chargé d'affaires, avec autorisation de les publier, les renseignements prouvant que toute cette histoire, telle qu'elle a été publiée dans le *Sun* de New-York, est inexacte et basée sur des rumeurs sans fondement réel.

Lorsque M. Place reçut du gouvernement français des instructions lui prescrivant d'acheter des armes aux Etats-Unis, il comprit que ces instructions lui allouaient une commission de tant pour cent sur le montant des achats. Il acheta de grandes quantités d'armes, pour un montant de plusieurs millions de dollars, et dans une occasion un gouvernement français lui inscrivit la commission à laquelle il croyait avoir droit.

Lors de l'examen de ces comptes en France, le gouvernement refusa d'allouer la commission et notifia à M. Place qu'il avait mal interprété ses instructions. M. Place soutint que droit à la commission par lui perçue. Alors le gouvernement français, persistant à penser qu'il n'y avait pas droit, requit M. Place de verser en France toutes les explications pièces comptables que celles contenues dans sa dépêche.

En conséquence, M. Place dépêcha dans une banque de New-York le montant de la commission contestée, à la disposition du ministre des affaires étrangères de France, et il serait déjà parti pour la France si son gouvernement n'avait refusé de lui donner congé, l'invitation restant pendante.

M. Place n'a pas été révoqué de ses pouvoirs de consul-général à New-York : il n'a donné pas sa démission. Il a simplement informé son gouvernement qu'il avait accepté une invitation à venir à Washington pour une mission temporaire, et il a été autorisé par le président Grévy à rester à Washington aussi longtemps que ce serait nécessaire pour une mission temporaire. Il a également été invité à venir à Washington par le président Thiers